



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Prestation de conseil en stratégie de communication

Règlement de consultation

Marché en procédure adaptée
*En application des dispositions
du Code de la Commande Publique*

Remise des offres le jeudi 27 novembre à 12h

Pouvoir Adjudicateur

HABITAT REUNI

82b Rue BLOMET 75015 PARIS

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

I. Article premier : identification de l'acheteur

Le présent marché est lancé par la Société anonyme de coordination HABITAT RÉUNI, dont le siège social se situe au 82 bis rue Blomet 75015 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 538046947, représentée par Monsieur Julien PAUL, en qualité de Directeur général dûment habilité

Code NUTS : FR101

II. Article 2 : Objet et conditions de la consultation

a. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet une **prestation de conseil en stratégie de communication pour l'entité centrale Habitat Réuni et un accompagnement pour le déploiement de cette stratégie.**

Les prestations attendues sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

b. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2123-1 à R.2123-5 du Code de la Commande publique, le marché de prestations est passé selon une procédure adaptée et dans les conditions prévues par CCTP et le CCAP.

c. Forme et montant du marché

La présente consultation est un marché de fournitures et services conformément aux articles L. 1110-1 et L.1111-4 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché sans minimum avec un montant maximum de 200 000€ sur la durée du marché, y compris période éventuelle de reconduction.

d. Décomposition des prestations

Le présent marché est constitué d'une tranche ferme à prix forfaitaire et d'une tranche optionnelle à bons de commande.

- La tranche ferme concerne l'élaboration de :
 - o la stratégie de communication à l'échelle du groupe
 - o du plan de communication
- La tranche optionnelle à bon de commande concerne l'accompagnement au déploiement du plan d'action et la réalisation d'actions du plan de communication validé.
-

e. Audition des candidats - Négociation

Habitat Réuni pourra recourir à une audition avec ou sans négociation mais se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation ni audition.

Dans le cas où il sera décidé de recourir à une audition, seuls les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres seront invités à présenter leur offre et à répondre aux questions de l'acheteur.

Les réunions de négociation, si elles ont lieu, se dérouleront par visioconférence

- le 5 décembre 2025 entre 14h et 17h

Les candidats en seront informés via la plateforme marchés sécurisés.

f. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

III. Article 3 : Dispositions générales

a. Décomposition en lot

Conformément aux articles R. 2113-3 et L. 2113-11 du Code de la commande publique, il s'agit d'un marché à lot unique.

Ce marché est passé en lot unique dans la mesure où la dévolution en lots séparés risquerait de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

b. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée maximale de trois ans décomposée comme suit :

- Une période initiale de un an
- Reconductible expressément deux fois.

Il prend effet à compter de la réception de sa notification par le Titulaire.

Le candidat restera engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

En cas de non-reconduction de la période initiale de un an, HABITAT REUNI en informera les Titulaires trois (3) mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction du marché ne peut ouvrir droit au profit des titulaires à aucune indemnité ni aucun dédommagement.

c. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont décrits au CCTP.

d. Délai de validité de l'offre

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

e. Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats peuvent proposer, dans leur offre, des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) que les acheteurs se réservent le droit de commander ou non.

Il est rappelé aux candidats que ces prestations doivent être en rapport direct avec l'objet du marché et le cahier des charges doit définir avec précision leurs spécifications techniques.

3.7. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

IV. Article 4 : Dossier de consultation des entreprises (DCE)

a. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation
- Le Cadre de Mémoire Technique
- L'Acte d'Engagement et ses annexes et notamment le Bordereau des prix unitaires
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.
- La DPGF et le BPU des missions optionnelles.

b. Modifications du dossier de consultation

HABITAT RÉUNI se réserve le droit d'apporter au plus tard sept jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

En cas de modification majeure, une prolongation du délai de remise des offres pourrait être accordée par HABITAT RÉUNI. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

c. Coordonnées auprès desquelles des informations techniques peuvent être obtenues

Via le site internet et le module d'échange de correspondances :

<https://www.marches-securises.fr>

d. Retrait du dossier de consultation par voie électronique

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. L'ensemble du Dossier de Consultation des Entreprises est dématérialisé.

Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

Il est précisé que seuls les documents mis en ligne sur cette plateforme sont juridiquement valables.

Pour retirer le dossier, une personne physique doit impérativement s'inscrire en ligne en renseignant un identifiant et un mot de passe, seuls les champs comportant un astérisque sont à renseigner (inscription gratuite). Cette inscription est gratuite et lors des prochaines connexions, seuls l'identifiant et le mot de passe seront demandés.

Une adresse e-mail valide est indispensable pour l'inscription. Un e-mail de confirmation sera adressé. Il contiendra un lien sur lequel il faudra cliquer pour valider l'inscription et pouvoir se connecter au site.

Ultérieurement, les messages concernant les DCE retirés sur le serveur (par exemple, pour informer d'une modification importante), seront envoyés à l'adresse e-mail spécifiée.

Toute modification du dossier de consultation par le Pouvoir Adjudicateur avant la date de remise des offres, fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

e. Questions à l'acheteur

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur via cette plateforme. www.marches-securises.fr

Les questions doivent être posées jusqu'au 18 novembre 2025. Les réponses seront apportées au plus tard le 21 novembre 2025.

f. Confidentialité

Confidentialité du candidat

Les informations mises à la disposition des candidats au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature ou la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

Confidentialité d'Habitat Réuni

Le caractère confidentiel des informations transmises au pouvoir adjudicateur par les candidats, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera strictement préservé.

Seules les personnes d'Habitat Réuni habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure en cours en auront connaissance. Habitat Réuni s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse de la candidature et de l'offre soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

V. MODALITES DE REPONSES A LA CONSULTATION

a. Modalités de réponse en cas de groupement momentané d'entreprises

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation à l'article V.c du présent document.

Le Pouvoir Adjudicateur imposera un groupement solidaire après la notification du marché si un tel groupement n'est pas présenté.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est prévu à cet effet dans l'acte d'engagement du DCE.

Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

En effet, les membres du groupement de commande doivent assurer une continuité de service sans être impacté par les difficultés, aléas, affectant les entreprises membres du groupement, compte tenu de la nécessaire continuité de service.

Conformément aux articles R.2142-21 et R.2151-7 du code de la commande publique, Habitat Réuni interdit aux soumissionnaires de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de soumissionnaire individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

b. Modalités de réponse en cas de sous-traitance

Si le soumissionnaire envisage dès son offre de sous-traiter une partie de ses prestations, il devra joindre une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des divers motifs d'exclusion cités aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique, le candidat devra joindre une traduction en français s'il utilise un e-DUME rédigé dans une autre langue.

En outre, le soumissionnaire devra produire les références mentionnées à l'article 3.2.2 du CCAP concernant son ou ses sous-traitants.

Pour justifier des capacités professionnelles, financières et techniques d'autres entreprises sur lesquelles il s'appuie pour présenter sa candidature, le soumissionnaire produit les mêmes documents concernant cette entreprise que ceux qui lui sont exigés par HABITAT RÉUNI.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cette entreprise pour l'exécution du marché, le soumissionnaire produit un engagement écrit du sous-traitant.

La conformité administrative (au regard du DC1, DC2, déclaration sur l'honneur le cas échéant ou équivalents) et les capacités professionnelles, techniques et financières seront analysées conformément aux dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-15 et R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

c. Présentation des candidatures

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- ★ être clairs, concis et précis ;
- ★ s'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par Habitat Réuni.

Ils devront comprendre, les pièces suivantes qui seront notamment examinées pour l'appréciation de l'expérience, des capacités professionnelles, techniques et financières.

Les données présentées correspondront à celles de l'entreprise et le cas échéant au groupe auquel elle est rattachée.

En cas de délégation de signature, le candidat devra préciser les noms et qualités du délégant et du délégataire.

Documents constituant la candidature

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, les éléments de candidature constitués par l'ensemble des pièces administratives et techniques sont les suivants :

- La déclaration d'intention de soumissionner : **formulaire DC1** (formulaire joint) dans sa version révisée au 1er avril 2019 (ou équivalent), complété ;
- La déclaration du soumissionnaire : **formulaire DC2** (formulaire joint) dans sa version révisée au 1er avril 2019 (ou équivalent), complété ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (à compléter dans le DC2 le cas échéant) ;
- Une liste des principales prestations similaires fournies au cours des trois dernières années, indiquant le montant du marché, la date de réalisation et le destinataire public ou privé ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, faisant état de la durée de l'autorisation de continuer son activité ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Les pièces mentionnées à l'article D8222-5 du Code du Travail du candidat et du sous-traitant (ces pièces sont à fournir au stade de l'attribution et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché).
- Une attestation assurant être en règle, au cours de l'année, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le soumissionnaire qui, pour une raison justifiée (soumissionnaire étranger, société en formation, ou toute autre raison justifiée), ne serait pas en mesure de fournir les justifications demandées au titre de

ses capacités techniques, financières et professionnelles est admis à présenter tout document similaire ou équivalent à ceux demandés et à prouver sa capacité par tout moyen approprié.

d. Documents constituant l'offre.

Les candidats remettront leur offre en format PDF comprenant :

- **L'acte d'engagement** établi suivant le modèle joint au dossier, intégralement **complété daté et signé**
 - o *la signature de l'acte d'engagement par le candidat implique qu'il accepte sans réserve le contenu des pièces contractuelles ci-dessous (ces pièces ne doivent pas être renvoyées) :*
 - *Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;*
 - *Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).*
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire complétée daté et signé**
- **Le Bordereau des Prix Unitaires complété daté et signé**
- **Le cadre de mémoire technique complété, daté et signé**
 - o **Il est précisé que le mémoire** technique du candidat doit impérativement respecter le cadre de réponse transmis dans le dossier de consultation. Tout mémoire technique non conforme à ce cadre de réponse entraînerait l'irrégularité de l'offre.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur la nécessité de fournir l'ensemble des éléments constituant leur offre tels que décrits ci-dessus.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, HABITAT RÉUNION se réserve le droit d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cela n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Le cadre de mémoire technique

Un cadre de mémoire technique est transmis en annexe du présent document, dans lequel le candidat présentera les moyens humains et techniques affectés à cette mission, et sa capacité à répondre au cahier des charges.

Le jugement du critère "valeur technique" portera uniquement sur les éléments renseignés dans ce document.

Ce document est à joindre obligatoirement à l'offre, entièrement complété. Les simples renvois à un « mémoire-type » annexé au présent document ne sont pas autorisés. Toute réponse renvoyant à une documentation commerciale ou autre sera considérée comme une absence de réponse et la note de zéro sera attribuée au candidat sur cette partie du mémoire.

Si un candidat ne transmet pas ce cadre de mémoire technique, son offre sera jugée comme étant irrégulière au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

A l'appui de sa rédaction, le candidat peut transmettre, en PJ, des éléments illustrant son offre qui seront listés à la fin du document.

Les informations portées dans le cadre de mémoire technique constituent des engagements de la part du candidat et devront être tenus lors l'exécution du marché.

e. Compléments au cahier des charges

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à modifier, même subsidiairement, et sous peine d'irrecevabilité de leur offre, les dispositions contenues dans les pièces du marché : acte d'engagement et ses annexes, cadre de mémoire technique, CCAP, CCTP et ses annexes.

f. 3.6. Unité monétaire

La monnaie de compte est l'Euro.

g. Modalités de remise des plis

Date de remise des plis

Toute remise qui ne respectera pas scrupuleusement les règles énoncées ci-dessous et dont la confidentialité ne sera pas assurée sera écartée.

Les pièces constitutives du dossier doivent parvenir impérativement à HABITAT RÉUNION, via la plateforme <http://www.marches-securises.fr>, **sous peine de rejet du dossier**, avant le :

Judi 27 novembre 2025 à 12h–au plus tard

Les plis qui parviendraient après cette échéance seront rejetés par le système informatique et ne seront pas acceptés.

Modalité de remise des offres

Les candidats transmettront leur offre par voie électronique, via le profil acheteur
[http://www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr;);

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

Pour éviter la survenance d'aléas au cours de la transmission des plis, les candidats ont la possibilité de consulter, sur le profil acheteur les pré-requis techniques.

Les candidats prennent toutes leurs dispositions quant aux formats et à la taille maximale des plis acceptés par la plate-forme de dématérialisation (candidature et offre).

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme, en fonction de la taille de l'offre déposée, des capacités techniques du matériel, du type de raccordement à Internet, du trafic sur le réseau Internet.

Signature électronique obligatoire des documents :

Chaque document qui doit normalement recueillir une signature manuscrite dans une procédure papier doit être signé électroniquement (une signature scannée ne constitue pas une signature électronique). Le candidat devra, pour répondre par voie dématérialisée, acquérir un certificat de signature électronique.

Le certificat de signature contracté par le candidat doit présenter les caractéristiques suivantes :

- Être conforme au référencement intersectoriel de sécurité (RGS). Sous cette condition, Le candidat peut signer avec le certificat et l'outil de son choix, qui peut être externe à la plateforme,
- Être référencé par un tiers de confiance agréé pour les procédures de marchés publics à l'adresse suivante : <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats/>
- Ne pas avoir été révoqué à la date de signature du document ;
- Ne pas être arrivé à expiration à la date de signature du document ;
- Doit être établi au nom d'une personne physique habilitée à engager la société.

NB : la signature d'un fichier compressé (Zip), ou d'un fichier comportant plusieurs documents ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Chaque document doit être signé électroniquement individuellement.

NB : le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats qui, ne disposant pas d'une signature électronique, projettent d'en acquérir une pour la consultation, sur le délai administratif requis par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature. Il leur est recommandé d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des offres.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de forme applicables à la transmission d'un support papier.

A ce titre, le fichier comprenant les documents de la candidature doit s'intituler « candidature_nom de l'entreprise ». Le fichier comprenant les documents de l'offre doit s'intituler « offre_nom de l'entreprise ».

Les formats acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : pdf (recommandé), .doc, .xls, .ppt, .dot, .ods, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que : formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; macros ; activeX, applets, scripts, etc.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plateforme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique, donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est : GTM/UTC +1.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite de réception des offres est considéré comme hors délai.

Virus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

VI. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

a. Critères de sélection des candidatures

Seules seront examinées les candidatures reçues à la date et heure limites fixées pour leur réception. Il est rappelé que dans le cas où le candidat se présenterait sous la forme d'un groupement, l'appréciation d'un groupement est globale et l'irrecevabilité de la candidature de l'une des entreprises membres du groupement entraîne de fait celle du groupement entier. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra faire usage des dispositions L. 2141-13 et L. 2141-14 du Code de la commande publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut soit décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de

candidature dans un délai approprié et identique pour tous conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, soit éliminer les candidatures incomplètes.

Seront écartées, les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-12, L. 2142-1 et R. 2142-1 à R. 2142-14 du Code de la commande publique.

Seront également écartées, les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article V-c du présent règlement de consultation.

En application de l'article L. 2141-12 du Code de la commande publique, lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles précités, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation. Dans cette hypothèse, l'acheteur exclut le candidat de la procédure de passation du marché pour ce motif.

Enfin, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire application des articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

b. Critères de sélection des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	
- Prix HT de la mission forfaitaire	40%
2- Valeur technique de l'offre	
- Votre connaissance du monde Hlm: 10 points	60%
- Composition de votre équipe : 10 points	
- Votre avis sur les enjeux de la communication d'Habitat Réuni pour les 3 prochaines années : 20 points	
- Votre méthode d'élaboration de la stratégie d'Habitat Réuni : 15 points	
- Votre calendrier opérationnel : 5 points	

c. Méthode d'analyse des offres

- Le critère « prix des prestations »

Le critère prix sera jugé ainsi

- $((\text{montant H.T de la meilleure offre} / \text{Montant H.T de l'offre}) \times 0.40) \times 100$

L'évaluation du prix se fera sur la base du chiffrage de la DPGF.

- Les autres critères

Les autres critères seront appréciés **au regard des éléments transmis dans le seul mémoire technique**, dont le cadre est fourni au dossier de consultation des entreprises, et qui contient l'ensemble des éléments justificatifs demandés pour procéder à cette notation.

- Détection des offres susceptibles d'être anormalement basses

Le pouvoir adjudicateur met en place un calcul pour détecter de manière objective les offres susceptibles d'être anormalement basses.

La méthode de calcul pour détecter les offres susceptibles d'être anormalement basses est la suivante :

- La moyenne des offres est calculée ;
Les offres se situant 20 % au-dessus de cette moyenne sont considérées comme anormalement hautes et sont neutralisées pour le calcul suivant. Attention, les offres considérées comme « anormalement hautes » ne le sont que pour le présent calcul, ces offres ne sont pas éliminées, elles sont simplement neutralisées pour le présent calcul.
- Une nouvelle moyenne est alors calculée sans tenir compte des offres considérées comme anormalement hautes.

Sont suspectées d'être anormalement basses, les offres dont le prix est inférieur de 10 % par rapport à cette nouvelle moyenne.

Les offres ainsi détectées feront l'objet d'une procédure contradictoire telle que décrite aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique.

L'absence ou l'insuffisance de justification d'une « offre détectée comme susceptible d'être anormalement basse » entraîne le rejet de l'offre.

Les « offres détectées comme susceptibles d'être anormalement basses » dans le calcul ci-dessus ne seront pas rejetées si justifiées et seront analysées, classées.

Attention, le présent calcul est différent de la méthode de cotation du prix dans le cadre du classement des offres pour le critère prix.

d. Erreur détectée dans les pièces financières

S'il s'avère que la DPGF ou le BPU complétés comportent des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, il sera demandé au candidat de les régulariser dans un délai imparti. En l'absence de réponse du candidat dans les délais impartis, l'offre comportant des erreurs et non régularisée sera rejetée.

VII. ATTRIBUTION DE LA MISSION

a. Pièces à produire par l'attributaire avant la notification

En application de l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le marché ne pourra être notifié au soumissionnaire dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai imparti, précisé ultérieurement par le pouvoir adjudicateur, les pièces suivantes :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, ainsi que les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.
- Le soumissionnaire devra alors transmettre la copie des certificats attestant la déclaration et le paiement des impôts et taxes délivrées par l'administration fiscale (attestation fiscale au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la procédure ou une attestation plus récente) ;
- Le soumissionnaire devra alors transmettre la copie des certificats attestant la déclaration et le paiement des cotisations sociales délivrées par les organismes compétents (attestation URSSAF dite de vigilance datée de moins de 6 mois) ;
- L'attestation de souscription à un contrat d'assurance responsabilité civile ;
- Une liste nominative des salariés étrangers que la société emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail (article D.8254-2 ou D.8254-5 du Code du travail), détaillant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail OU une attestation sur l'honneur du non-emploi de salariés étrangers au sein de la société ;
- Si la société fait appel à des travailleurs détachés au sens de l'article L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, l'ensemble des documents prévus par l'article R.1263-12 et suivants OU une attestation sur l'honneur de non-appel à des travailleurs détachés.
- Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- En cas de présentation seule :
 - L'acte d'engagement signé électroniquement,
 - Et le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à l'engager.
- En cas de présentation sous la forme de groupement :
 - Si le mandataire n'a pas été habilité par tous les membres du groupement :
 - l'acte d'engagement devra être signé électroniquement par chacun des membres du groupement,
 - Si le mandataire a été habilité par les membres du groupement : l'acte d'engagement sera signé électroniquement uniquement du mandataire avec communication des mandats des autres membres du groupement l'habilitant à signer.

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire ne pourrait fournir ces documents dans le délai précité, son offre serait rejetée.

Le soumissionnaire dont l'offre aura été classée immédiatement après la sienne sera alors sollicité pour produire les certificats, attestations, et justifications nécessaires, avant que le marché/de l'marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

b. Notification du marché au titulaire

L'attribution de la mission est prononcée après classement des offres.

Le titulaire se verra notifier les pièces du marché par voie électronique via la plate-forme <http://www.marches-securises.fr>.

Habitat Réuni avise les candidats non retenus et respectera un délai d'au moins onze jours entre la date à laquelle la décision est notifiée aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue et la date de signature du marché.

Les soumissionnaires seront avisés du rejet de leur offre par lettre adressée par voie électronique via la plate-forme <http://www.marches-securises.fr>

c. Procédures de recours

En cas de contestation du présent contrat pour manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, le cocontractant dispose de deux recours, conformément à l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009, à exercer devant le juge compétent désigné ci-après :

- Un référé précontractuel, à exercer avant la conclusion du contrat.
- Un référé contractuel, à exercer avant l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat. En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution du présent contrat, l'action en responsabilité contractuelle peut être exercée dans un délai de cinq ans à compter de la constatation de la mauvaise exécution ou l'inexécution du contrat, devant le juge compétent désigné ci-après. Conformément à l'ordonnance du 7 mai 2009 précitée, le juge compétent est le juge judiciaire du Tribunal judiciaire compétent.

Toute contestation sera portée devant le Tribunal de Grande Instance de Paris, Parvis du Tribunal de Paris 75859 PARIS CEDEX 17

Tél : 01 44 32 51 51

